



Débat autour de l'identité et du rassemblement européen

Avec Bryan CASSIDY,
Andrzej LISOWSKI et Emmanuel TODD

Christian SAINT-ETIENNE

Jean-Louis Bourlanges vient de nous exposer l'histoire institutionnelle de l'Europe et il nous a laissé avec cette question : quel est aujourd'hui le projet institutionnel ? Je voudrais simplement vous dire que son interrogation rencontre les questions que se pose l'ensemble des européens. L'Europe est dans un grand trouble identitaire. Bryan Cassidy, les Anglais ressentent-ils ce trouble ?



Bryan CASSIDY

*Conseiller britannique en lobbying,
membre du Comité économique et social européen*

Ce n'est pas seulement une question pour les Anglais, c'est une question pour les Britanniques. Je sais bien que peut-être chez les Anglais, il y a beaucoup plus de réticence vis-à-vis de l'Europe qu'il y en a parmi les Écossais ou les Gallois. Mais ceci dit, le Royaume-Uni voit son avenir dans l'Europe. Je sais qu'il y a une tendance dans certains médias britanniques, surtout le Daily Telegram qui diffuse à plus d'un million d'exemplaires chaque jour et qui est très anti-européen, qui crée un esprit d'anti-européanisme

dans les âmes de certains Britanniques et de certains Anglais. Mais les jeunes n'ont pas peur de l'Europe, les entrepreneurs non plus, ils ont des réticences parce qu'ils considèrent que très souvent le poids de la réglementation imposée sur les entreprises vient de Bruxelles. Je pense que c'est pareil en France. Le poids de cette réglementation n'a pas forcément son origine à Bruxelles, car très souvent les fonctionnaires britanniques imposent des obligations supplémentaires, et utilisent Bruxelles comme bouc émissaire.



Le citoyen est l'oublié du projet constitutionnel

Par rapport au projet de Constitution, son grand défaut est qu'il n'y a presque rien pour le citoyen et la citoyenne dans leur vie quotidienne. Il y a très peu aussi pour les entreprises. Ma critique, c'est que les membres de la convention sont obsédés par l'interaction des différentes institutions européennes : combien y a-t-il de Commissaires, combien y a-t-il de voix par majorité qualifiée et quelle est la répartition des sièges dans le Parlement Européen ? Toutes ces questions sont des questions pour les fidèles, un peu comme des questions de religion. Hormis les références à la déclaration des droits de l'homme, il n'y a rien, presque rien pour le citoyen.

Pour l'avenir, je suis convaincu que le Royaume-Uni va s'associer à la zone euro. Le gouvernement actuel nous a promis un référendum. Mais le problème de ce référendum, c'est qu'il est impossible de donner l'échéance électorale chez nous. Monsieur Blair doit aller aux urnes d'ici le mois de juin 2006, donc tous les gens maintenant croient qu'il y a très peu de possibilité d'un référendum au Royaume-Uni.



Si les Suédois votent non à l'Euro au mois de septembre, il y aura certainement un impact chez les euros sceptiques, ils vont dire que



les Suédois, qui sont d'un pays du Nord comme le Royaume-Uni, ont refusé et que c'est un bon exemple. Mais à mon avis, la décision des Suédois est basée sur

les intérêts suédois. Le Premier Ministre Suédois a fait un grand effort pour persuader les Suédois de voter en faveur du oui. Mais c'est toujours le même problème parce que quand un gouvernement est en faveur de quelque chose lors d'un référendum, c'est une opportunité pour ceux qui sont hostiles au gouvernement en exercice de voter contre, malgré les avantages de la proposition.

Christian SAINT-ETIENNE _____

Andrzej Lisowski, comment les Polonais vivent cette intégration à l'Union ? Qu'est-ce qui les motive ?

Andrzej LISOWSKI _____

Chef d'entreprise polonais

Les Polonais, comme quelqu'un l'a déjà dit hier, cherchent la sécurité du côté de l'Amérique. Et si les Polonais ont confiance en l'Amérique, c'est qu'ils croient toujours que la sécurité ne peut venir que de l'Amérique et non de l'Europe. En ce qui concerne l'Europe, on cherche une ouverture économique en Europe, on veut développer notre business et c'est le principal.



La Pologne adhère à l'Europe pour son marché, pas pour sa sécurité

Je peux parler de mon expérience, en tant que chef d'une petite entreprise du secteur du textile et de la mode. La Pologne a décidé de rejoindre une Communauté Européenne et pour cela elle a ouvert depuis quelques années ses frontières à toutes les sociétés, en particulier françaises. La conséquence de cette ouverture a été très dure pour beaucoup de petites sociétés polonaises. Au début des années 90, des milliers de petites sociétés polonaises étaient propriétaires de magasins qui faisaient un business conséquent, elles accumulaient du capital. Huit ans après, elles ont tout perdu. Maintenant, nous héritons des grandes surfaces, des Carrefours, des Géants. C'est ce qu'on a dû payer pour aller plus rapidement vers l'Europe.

Dans le secteur de la mode, ce qui souffre, c'est la création. Toutes les sociétés de France, d'Allemagne, d'Amérique dans le secteur du textile sont venues en Pologne parce que tout le monde a pensé que la Pologne était un marché vaste et prometteur. Mais très vite, ces sociétés étrangères ont découvert qu'il y avait trop de concurrence en Pologne. En tant qu'entrepreneur Polonais, j'ai réussi à tirer mon épingle du jeu parce que j'avais l'expérience du marché polonais et la créativité nécessaire pour différencier ma production. Les sociétés qui ont de la valeur ajoutée survivront à l'Europe et profiteront de l'Europe.



**BUSINESSMAN
MAGAZINE
(N° 1 /2003)**

"REPENDRE AU DEFI
DE LA CONCURRENCE"

Titre original
"Zaproszenie
do konkurencji"

*(Extrait de la revue de presse
polonaise jointe en annexe)*

Propos recueillis pendant
la conférence organisée
en novembre 2002
par PKPP et Businessman
magazine

Il n'y a pas de branches
condamnées à disparaître
au moment de l'adhésion
de la Pologne à l'UE.
Il existe, par contre,
des entreprises peu
performantes qui ne sau-
ront pas faire face à
la nouvelle concurrence
européenne.

Contrairement
à ce qu'on pourrait croire
les entrepreneurs
polonais sont plutôt
d'avis que l'adhésion
de la Pologne à l'UE
représente plus d'avant-
tages que d'inconvé-
nients. Ils comptent sur-
tout sur l'élargissement
du marché. Ce sont
les entreprises privées
s'étant développées dans
les années 90 et amenées
à freiner leur activité
faute de demande sur
le marché domestique
qui espèrent y trouver
leur compte.

Elles sont très nombreu-
ses, soulignent les partici-

pants de la conférence.
Ils trouvent primordial
de rappeler à l'époque
où les hommes politiques
semblent s'intéresser
uniquement aux finance-
ments européens, comme
si les PME polonaises
ne contribuaient pas à
la création du PNB.
Les firmes polonaises
désireuses de se dévelop-
per n'ont pas le choix -
elles sont obligées
de pénétrer dans le mar-
ché européen.

des services financiers,
logistiques et autres.
Les sous-traitants auront
également à s'adapter
et offrir des services
de haute qualité et à
des prix concurrentiels.
Tout cela permettrait
aux entrepreneurs polo-
nais de réduire les coûts,
baisser les prix et devenir
plus compétitifs sur
le marché européen.
Aucune branche n'est
condamnée à l'échec
(exemple de Atlantic,

s'attendre à quelques
dures années d'adapta-
tion.

Autre cliché dénoncé.
Si on écoute les discours
politiques, on peut avoir
la conviction que l'adhé-
sion va provoquer
une sorte de rupture,
un seuil difficile à fran-
chir. Les politiciens
semblent encore une fois
oublier que le processus
d'adaptation aux normes
européennes dure depuis
10 ans, la preuve est que
70% de nos exportations
s'effectuent en direction
des Quinze. La plupart
des entrepreneurs
polonais connaissent
très bien leurs concur-
rents. Il ne faut pas
craindre "une prise
d'assaut" du marché
polonais par les entrepre-
neurs étrangers.

Si acharnés qu'ils soient
les producteurs étrangers
auront 10 marchés
à envahir. Le marché
polonais ne sera pas
le seul visé. Par contre,
à long terme les efforts
des entrepreneurs seront
largement récompensés.
Ce qui est notamment
non négligeable c'est
une plus grande stabilité
de l'économie après
l'adhésion.

Les entrepreneurs mani-
festent donc plutôt
une attitude confiante.
S'ils évoquent le risque
de la concurrence dans
les sondages c'est plutôt
sous influence des médias.



La concurrence est
souvent présentée
comme une menace.
Les producteurs crai-
gnent l'augmentation
des importations de pro-
duits similaires aux leurs,
les prestataires de services
redoutent l'expansion
d'autres prestataires
de services ... Pourtant
il faut prendre conscience
du fait que la concurrence
aiguë touchera tous
les domaines d'activité
ce qui devrait avoir un
impact positif sur,
par exemple, les prix

une entreprise d'habillem-
ent qui a affiché
de belles performances,
malgré la concurrence
des pays asiatiques et
de l'Europe de l'Ouest).
Il est difficile de prévoir
qui va gagner et
qui va perdre, constate
J.Saryusz-Wolski,
Président de la Fonda-
tion "Centre Européen
Natolin". Une chose est
sûre, à savoir l'exigence
de qualité, d'efficacité
et de bonne productivité
sera incontournable.
Les firmes doivent



Eux-mêmes sont bien préparés aux nouveaux défis.

Ce qu'on demande à l'Etat c'est de ne pas déranger. Donc premièrement, ils apprécient les mécanismes européens où les entrepreneurs sont consultés et l'on évite des changements inattendus,

par exemple, dans le domaine fiscal. Un autre changement impatientement attendu c'est la disparition des douanes.

Une troisième opportunité (souvent sous-estimée), c'est le renforcement de la crédibilité de la Pologne auprès des institutions financiè-

res. Cela peut se traduire par une baisse de taux d'intérêt, des crédits plus accessibles et plus d'investissements directs.. Enfin, ce qui est primordial pour les sociétés se basant sur l'innovation, investissant dans le R&D c'est une meilleure protection de biens intellectuels.

Pour ce qui est des principales craintes, elles viennent d'abord de l'accroissement de la concurrence, évoquée par 80% des entrepreneurs. En même temps seuls 7,3% sont d'avis que leur entreprise n'est pas prête à y faire face

Bryan CASSIDY

Pour répondre à la question de base : Qu'est-ce qui fait que l'on se sent européen ? ma réponse personnelle est de dire, quand je suis aux Etats-Unis, quand je suis en dehors de l'Union Européenne, quand j'étais au Parlement Européen, tous les week-ends, les militants de mon parti me posaient la question : est-ce que tu te sens Anglais, Britannique ou Européen ? Et ma réponse est toujours : quand je suis ici en Angleterre, je suis Anglais ; quand je suis ou à Bruxelles, ou à Strasbourg, à Paris ou ailleurs, je suis Britannique ; mais quand je suis aux Etats-Unis, je suis considéré par les Américains comme Européen.



Emmanuel Todd a fait référence à l'hyper puissance américaine, mais l'Union européenne est aussi une hyper puissance au même niveau que les Etats-Unis, mais c'est un état de puissance agricole. À mon avis personnel et c'est aussi l'avis de beaucoup de mes compatriotes, ce n'est pas juste pour l'Europe en ce moment d'avoir

40 % de son budget consacré au scandale de la politique agricole commune.

Autre observation, Emmanuel a fait référence à la religion et c'est bizarre parce qu'il considère que mon pays est un pays sans religion, alors que notre Chef d'Etat est aussi le Chef de l'église anglicane. Paradoxalement, les Etats-Unis n'ont pas de religion. En effet, c'est interdit par leur constitution. Quel est le résultat ? Les Américains sont plus religieux que la plupart des Européens sauf les Portugais et les Maltais. Mais le monde est plein de paradoxes !

Christian SAINT-ETIENNE

Sur la politique agricole commune, on dit toujours qu'elle pèse 40 % du budget européen, cela représente en réalité 0,4 % du PIB européen et c'est moins que ce que les Américains consacrent à leur agriculture. Mais justement, si l'Europe est une société paysanne prudente et enracinée, est-il stupide de vouloir dépenser un peu d'argent pour maintenir le monde agricole européen ?



Bryan CASSIDY _____

Les Etats-Unis et l'Union européenne sont également coupables et condamnés à l'OMC parce que la distorsion des marchés agricoles par les subventions européennes et américaines crée énormément de difficultés pour les producteurs dans les pays tiers.

Christian SAINT-ETIENNE _____

Emmanuel Todd, pouvez-vous rebondir sur ce divorce apparent entre la réalité européenne que vous décrivez comme une hyper puissance et son impuissance collective ?

Emmanuel TODD _____

Mais je ne vois pas du tout cette impuissance collective ! On peut dire que l'Europe n'a pas résolu le problème irakien, et l'ONU non plus.

L'Europe n'a pas résolu le problème des armes de destructions massives en Irak, et l'ONU non plus pour la bonne et simple raison qu'elles n'existaient pas. Donc, on ne peut pas reprocher à une institution ou un continent de ne pas résoudre un problème qui n'existe pas, ça va de soi.



**L'Europe est une forme dure
de nations unies**

Mais si on considère que pour l'Europe comme pour les Nations Unies, qui sont deux concepts qui commencent à entretenir des rapports de parenté intéressants puisque l'une des choses que peut-être on dira un jour sur l'Europe, et peut-être même cela permettra de dépasser ces histoires de frontières, c'est que l'Europe est une sorte de forme dure de nations unies.

Mais si on considère que le problème de l'Europe et des Nations Unies, n'était pas Saddam Hussein, mais Georges Bush, la première chose qui devait être faite pour mettre en échec le projet d'attaque sur l'Irak, c'était de ne pas y aller et l'Europe a tout à fait réussi à ne pas y aller, ne pas payer, et pour ça il a suffi que les Français et les Allemands soient d'accord. Alors on dit : "Les Européens de l'Est, les Italiens, les Espagnols ont pris parti", je laisse de côté le cas des Britan-

niques, mais dans la mesure où ils n'ont rien fait pratiquement, leur position reste de principe. La Pologne est, dit-on, sur le terrain. Aux dernières nouvelles, on a retardé le déploiement des troupes polonaises, mais de toute façon, c'est fini, tout est

en train de partir en morceau. Je ne dirais pas de choses ironiques, mais les Polonais arrivent après la bataille, ils arrivent dans une guerre perdue, et je pense qu'à la longue cela fera naître en Pologne un ressentiment énorme contre les Etats-Unis. Ça fera sans doute parti du virage européen définitif de la Pologne. La réalité physique de l'Espagne et l'Italie,



qui n'ont rien payé et qui n'ont pas envoyé de troupes utiles pendant la guerre, c'est qu'elles sont dans la zone euro et en tant que membres de la zone euro, elles ont magnifiquement assuré la sécurité de la France et interdit aux Etats-Unis toutes mesures de rétorsion. Donc, la participation pratique et effective de l'Espagne et de l'Italie à cette guerre a été sans même le vouloir, positif et diplomatiquement et économiquement efficace. L'Europe a très bien joué en fait dans le désordre. Ca s'est bien passé, parce qu'avoir une politique extérieure efficace comme on va le découvrir dans les mois qui viennent, ça n'est pas mener des guerres d'agressions stupides contre de petits pays. Et les Etats-Unis n'ont pas gagné l'Irak, les Etats-Unis ont été en Irak où ils vont perdre une guerre. Si on part du principe qu'une politique extérieure intelligente, c'est avoir une politique commerciale intelligente et c'est s'abstenir de rentrer dans des conflits stupides, alors l'Europe fonctionne très bien et elle va tirer tout le bénéfice de l'enlèvement américain en Irak.

Etre Européen, ce n'est pas quelque chose qui a tellement besoin d'être fabriqué par des intentions ou par des discours. Je dirais qu'à un certain niveau, cela existe de fait. Et en ce qui concerne la conscience d'être Européen, j'ai l'impression qu'il n'y a pas de gros effort à faire en ce moment parce que l'Europe est pour moi quelque chose qui, en tant qu'entité politique, pourrait exister ou ne pas exister en fonction des menaces extérieures. S'il n'y a pas de menaces extérieures, si le monde est en paix, si on entre

dans un univers de rêve où il n'y a plus de menaces soviétiques, ou l'Amérique est super sympa et responsable, il n'y a pas de nécessité politique à fabriquer l'Europe ou à aller plus loin dans la mission de l'identité. Actuellement, il me semble qu'une bonne partie de la relance de la construction européenne et du mouvement qu'on sent dans ce domaine à travers l'activité du couple franco-allemand, est impulsée des Etats-Unis. Le moteur de l'Europe actuellement, c'est l'europhobie américaine.

De la salle

Quand vous parlez de l'Irak et des Etats-Unis, vous n'abordez pas la question de l'énergie. Je me demande si le point de friction futur et de plus en plus fort entre les Etats-Unis et le reste du monde ne sera pas justement l'approvisionnement en énergie.



Emmanuel TODD

Quand je disais que l'Europe et les Etats-Unis sont en train de définir des types d'économie différents, et quand je dis que les Européens gardent une certaine rationalité comptable et considèrent que leurs ressources et leurs dépenses doivent coïncider, bien entendu, cela inclut le pétrole et l'énergie au premier chef.

La solution aux problèmes de l'énergie, c'est d'abord les économies d'énergie.



Mais justement ce qui définit l'économie européenne dans sa globalité, c'est que les Européens exportent suffisamment. Il y a des très grandes diversités nationales, mais globalement la zone euro n'a pas de problème pour équilibrer ses ventes. La solution européenne aux problèmes de l'énergie, c'est d'abord les économies d'énergie, c'est-à-dire définir une industrie et une vie pratique extrêmement économe, et c'est là qu'on retrouve probablement le plus le fond paysan. Et puis surtout, les Européens peuvent payer leur pétrole. Donc, en fait, paradoxalement, la méga nation ou le méga système qui pourrait se conformer aux règles du marché international, capitaliste libéral classique, ce sont les Européens. Les Européens peuvent faire confiance aux marchés pour se fournir en énergie, parce qu'ils n'ont pas besoin de trop d'énergie, parce qu'ils ont une économie assez performante et parce qu'ils peuvent payer en exportations.

L'Amérique se trouve dans une position radicalement différente en ce qui concerne la poli-

tique énergétique. L'Amérique ne peut pas payer, elle doit rester au centre d'un système financier qui est le sien. L'Amérique a besoin de mener des opérations militaires dans des zones de production d'énergie, l'Amérique est dans un contrôle politico financier des questions d'approvisionnement.

Je crois que le pétrole est une métaphore des difficultés des Etats-Unis. Les Américains sont déficitaires en tout à part les ordinateurs, donc effectivement il y a une fixation sur le pétrole, sur l'énergie. Et donc, bien entendu, je crois qu'en son cœur, l'histoire de l'Irak était un désir de rester militairement au centre du monde dans les zones d'approvisionnement

de l'énergie et spécifiquement dans les zones d'approvisionnement de l'énergie des Européens et des Japonais. Et c'est cela qui est en train d'échouer parce qu'on ne peut pas contrôler l'Irak. Et c'est pour ça que les Européens vont prendre des airs peinéés tout en se frottant les mains.

